



Comité National 23-06-2012 – rapport introductif

Cher(e)s camarades,

Quelle est la situation après les élections législatives ?

Pendant plus de 6 mois de campagne, tout a été fait pour masquer les vrais problèmes, quels étaient les responsables de la situation et quelles étaient les conditions d'un vrai changement. Sarkozy ou Hollande, un battage médiatique a déversé l'idée que la seule alternative était celle-là. Toute la démagogie des fausses solutions a pu se développer, désorienter des électeurs. Ajoutons à cela un mode de scrutin complètement antidémocratique.

Le PS et ses alliés sont majoritaires à l'Assemblée Nationale avec 344 députés. Le PS seul et à plus forte raison avec ses alliés a la majorité absolue. Notons au passage que les écologistes obtiennent 17 élus avec 2,3% à la Présidentielle, résultat de l'accord conclu avec le PS avant les élections.

Le fait marquant au 2ème tour encore plus qu'au 1er a été **l'abstention massive**. Au 1er tour 41,2% des électeurs inscrits se sont abstenus. 66% chez les 18-24 ans – 53% dans les couches les plus modestes. Au second tour, 44% - 20.250.000 électeurs sur 46 millions ne sont pas allés voter. Ce pourcentage a une très grande signification. **Ils ne sont pas allés voter parce qu'ils ne croient pas que cette élection puisse leur apporter la moindre amélioration dans leur situation.**

Le Front National avec 13,6% au 1er tour, confirme ses progrès bien que n'ayant que 2 députés du fait du mode de scrutin. Son ancrage dans l'électorat est aujourd'hui un fait réel.

Le Front de Gauche, Mélenchon et le PCF ont eu 10 députés.

Pour ce qui nous concerne, nous avons pu constater une fois de plus qu'il y a de la place pour les idées révolutionnaires que nous sommes les seuls à défendre. Faute de moyens financiers nous avons présenté seulement 19 candidats. Il est dommage que nous n'ayons pas pu en présenter davantage, comme le prouve le calcul qui suit : Nos 19 candidats ont recueilli 2.967 voix. 2967 électeurs qui ont émis un vote clairement anticapitaliste, un vote de lutte, car notre discours était sans ambiguïté.

Ces salariés, ces jeunes, qui veulent lutter contre le capitalisme, qui s'intéressent à la politique de notre parti existent sur tout le territoire national. Un calcul rapide, montre que si nous avions présenté des candidats dans chacune des 577 circonscriptions nous aurions obtenu environs 89.000, ce qui constitue une base pour faire avancer les idées révolutionnaires. Cette élection nous fournit une preuve réelle pour renforcer notre parti

Hollande Président PS a succédé à Sarkozy UMP mais le capital est toujours aux commandes. Quand un gestionnaire au pouvoir est usé, il le remplace par un autre qui peut, pour un temps au moins, continuer la même politique en essayant

de faire croire au changement. Mais dans la situation actuelle, cela s'avérera de plus en plus difficile. On le voit déjà !

Car la situation du peuple, du pays, s'est considérablement dégradée ces dernières années et cette nouvelle alternance va conduire à une aggravation très rapide des conditions de vie du peuple. Actuellement :

- le chômage est massif : il y a plus de 5 millions de chômeurs, + 8% en 1 an. 22% des jeunes de 18 – 24 ans sont au chômage.

- 2.100.000 emplois industriels ont été supprimés entre 1980 et 2012. Et ça va s'aggraver : 45.000 nouvelles suppressions sont déjà annoncées.

- Les salaires sont bloqués. En 2011 les augmentations générales ont été inférieures à 1%. Les prévisions 2012 sont identiques.

- Des coups sévères ont été portés contre le système des retraites – contre le système de santé et la Sécurité Sociale.

- Le Pouvoir d'achat recule de plus en plus. Les loyers, les transports, le gaz et l'électricité augmentent – les produits alimentaires de 8%.

- La production industrielle est passée de 25% du PIB (Produit Intérieur Brut) en 1980 à 13,5% en 2011. Pendant le 1er trimestre seulement de cette année, elle a reculé de 1,8% !

- Les parts de la France dans le marché mondial sont passées de 6,5% en 1990 à 3,5% en 2012. Le déficit du commerce extérieur est de 3,5% du PIB (Le PIB de la France est de 2.808 milliards de dollars en 2011).

Mais le capital veut aller beaucoup plus loin. Il lui faut abaisser le plus vite possible le « coût du travail ». C'est la seule façon pour lui d'élever son taux de profit, de se placer dans ce qu'il nomme la « compétitivité », dans la concurrence capitaliste. Le mode même d'existence du système capitaliste c'est ça !

La feuille de route de Hollande et Ayrault est prête. Rappelons rapidement ce qu'elle contient :

- Intégration complète des salariés aux besoins du patronat : dérèglementation complète du droit du travail avec par exemple de nouvelles possibilités de licencier sans entrave. Suppression des garanties collectives nationales qui reposent sur le code du travail. Fixation des conditions de travail et des salaires au niveau de chaque entreprise. Remplacement accéléré des CDI par des CDD avec les conséquences que l'on devine sur la précarisation des salariés, les garanties de l'emploi. Etc... C'est ce que le MEDEF nomme, une nouvelle étape de réforme du marché du travail.

Il faut encore ajouter :

- le démantèlement du système de santé et du financement de la Sécurité Sociale et une nouvelle réforme des retraites permettant d'aller encore plus loin. Hollande a annoncé une réforme du financement de la Sécurité Sociale et la reprise de la discussion sur la réforme des retraites à la fin de l'année (on sait ce que cela signifie).

- La réduction de toutes les dépenses publiques

- L'achèvement de la privatisation de l'Université et de la Recherche. La privatisation de l'enseignement et de la formation.

Il n'y a aucune illusion à se faire. Le nouveau gouvernement va prendre dès la rentrée un nouveau train de mesures très sévères. La situation va continuer à se dégrader, sauf si la lutte arrive à les stopper (j'y reviendrai).

A peine élu, Hollande donne chaque jour des gages au capital. 2 exemples :

Il a participé le 12 juin au Conseil Economique et Social. Dans son intervention, il a affirmé : « Tout pour la compétitivité. Pas question d'augmenter la dépense publique » Il a rappelé son « sérieux budgétaire ».

Sur l'emploi et l'industrie, où 45.000 emplois menacés, d'autres annoncés, le Conseil des Ministres a adopté le plan d'action d'A. Montebourg. Il va désigner 22 commissaires régionaux – qui d'ailleurs, remplaceront ceux mis en place par Sarkozy. Ils seront chargés de « détecter » les problèmes !

Dans les Pays de Loire où l'avenir des chantiers navals est menacé, ils vont, avec le président de région socialiste, lancer un emprunt de 100 millions auprès des particuliers, pour « aider les entreprises ».

Pas un mot sur les multinationales géantes qui ont doublé leur chiffre d'affaire en 20 ans, dont les capitaux propres ont augmenté de 265%, qui ont annoncé 104 milliards de profits en 2011 ! Au contraire, le gouvernement annonce une nouvelle aide financière aux constructeurs automobiles.

Et le Ministre approuve chaleureusement la fusion envisagée d'Orange et Deutsche Telekom qui donnera un N°1 mondial. Il est aussi favorable à une augmentation du tarif des mobiles, que paieront les clients.

De son côté J.M. Ayrault a déclaré dimanche : « la période va être difficile ». Pour le peuple Hollande va s'appuyer sur le rapport que va sortir la Cour des Comptes début juillet, qui pointera bien entendu la gravité de la situation, la dette et sur la prévision de l'INSEE d'une croissance au dessous de 0,5%, pour prôner les remèdes radicaux dont j'ai déjà parlé.

Dès juillet, Ayrault annoncera un collectif budgétaire pour revoir les dépenses, faire des économies. Le projet de budget 2013 sera marqué par toutes ces mesures.

Michel Sapin, concernant le coup de pouce au SMIC qui sera annoncé le 26 juin, nous prévient : « ce sera une hausse forcément limitée pour ne pas peser sur le « coût du travail ».

On comprend que dans une telle situation, Hollande ait un besoin absolu de la participation des centrales syndicales. D'où les couplets sur le « dialogue social » rassemblant, on pourrait même dire : unissant, les dirigeants syndicaux, les patrons, le gouvernement.

A son tour, Hollande veut parvenir à mettre sur pieds une forme nouvelle, de l'association capital – travail, au service du capitalisme ! La conférence sociale qui se tiendra en Juillet sera un pas en avant dans cette voie. Son objectif déclaré sera, après avoir dressé un bilan commun de la situation de fixer ensemble les priorités

Les syndicats se prêtent à cette manœuvre. Ils se félicitent de la démarche du gouvernement.

Au moment où il faudrait appeler les salariés à la lutte, car on sait que seule la lutte de plus en plus forte tous ensemble les fera reculer, ils se compromettent de plus en plus dans des discussions dans les salons ministériels sur le terrain choisit par le gouvernement et le patronat.

La CFDT est évidemment comme toujours en pointe. Elle a commis avec l'UNSA, la ligue de l'Enseignement et quelques autres, un manifeste pour « promouvoir une société où cohésion sociale et compétitivité doivent s'articuler harmonieusement ». On croît rêver ! Ils affirment indispensable « la réduction des déficits publics en préservant la cohésion sociale »

La CGT a sorti un document pour préparer cette conférence sociale qui s'intègre totalement dans les thèmes du gouvernement. Pas un mot pour dénoncer le capitalisme, ses objectifs, l'exploitation. Pas d'appel à la lutte.

Le syndicalisme français est dans la ligne du syndicalisme mondial. La CSI est intégrée au capitalisme mondial et la CES est intégrée à la construction européenne avec le patronat et les gouvernements européens. Tous les syndicats français sont adhérents à ces organisations.

L'ensemble que constitue l'Union Européenne est en crise comme tout le monde capitaliste.

Dans ce monde capitaliste, l'Union Européenne est un géant économique. Son PIB représente 25% de la richesse mondiale, loin devant la Chine 9%. Elle est la première puissance commerciale mondiale : elle compte pour 17% dans les échanges de biens dans le monde devant les USA 14%, la Chine 12%. Les BRIC (Brésil – Russie – Inde – La Chine) étaient en 2011 parmi les 10 partenaires commerciaux de l'Union Européenne

Sa crise a naturellement des répercussions dans tout le monde capitaliste (les USA exportent beaucoup en Europe – 94 milliards d'euros en 2011). En même temps tout cela se passe dans une concurrence capitaliste mondiale exacerbée et à l'intérieur même de la communauté européenne. L'affrontement considérable qui existe entre les groupes capitalistes internationaux à l'intérieur de l'Europe se traduit par ce que nous voyons actuellement. La concurrence s'exprime avec une force rarement atteinte entre tous les chefs d'Etats Européens, socialistes ou autres, entre Hollande et Merkel en particulier.

Les compromis qu'ils finiront par retenir, traduiront le rapport des forces existant entre les uns et les autres. Il traduira surtout celui qu'ils jugent fondamental entre eux et les peuples, car tous sont d'accord sur ce qui est pour eux l'essentiel : protéger la machine capitaliste en faisant payer les peuples qui manifestement de plus en plus fortement leur opposition à cette politique. C'est particulièrement visible en Grèce où l'accord qui vient d'être signé entre la droite, les socialistes du PASOK et la gauche démocratique, leur permet pour l'instant de maintenir le capitalisme en Grèce comme dans le reste de l'Europe.

Au sommet européen des 28 et 29 juin, le Pacte de Stabilité sera donc ratifié. Une partie sur la croissance sera ajoutée qui n'aura aucun effet sur la suite. Au contraire, l'engagement de revenir à l'équilibre budgétaire dans tous les pays européen, se traduira par de nouveaux plans d'austérité. « Il faudra faire des efforts » a dit Hollande. Rappelons que sous Sarkozy le MES (Mécanisme Européen de Stabilité) a été voté par la droite, grâce à l'abstention du PS, qui aurait pu l'empêcher. Ce pacte va donner le départ pour une nouvelle étape dans l'intégration économique et politique de l'Europe capitaliste.

Quelques mots sur la situation mondiale

Une des caractéristiques de cette situation c'est le développement des luttes dans le monde. Dans les pays européens – en Grèce – en Espagne – au Portugal – en Italie – en Angleterre – en Belgique – en Roumanie – dans des entreprises très nombreuses en France.

Il y a eu de grandes manifestations contre la situation faite au peuple et contre la finance en 2011 dans plus de 100 villes aux USA. La lutte des étudiants au Québec se poursuit. Il y a des luttes nombreuses pour les salaires, les conditions de travail, en Chine, au Vietnam, dans d'autres pays d'Asie.

Il y a les luttes dans les pays du Maghreb, en Tunisie, en Egypte pour les revendications sociales et un changement de politique, qui, nous l'avons dit, n'en sont qu'à leur tout début. On le voit aujourd'hui où rien n'est réglé.

Rappelons la lutte du peuple palestinien pour son indépendance, auquel nous redisons toute notre solidarité.

C'est dans ce climat que le G20 – les 19 pays les plus riches plus l'Union Européenne, qui totalisent 85% des richesses de la planète – s'est réuni en début de semaine au Mexique.

Ils se sont « inquiétés » de la crise de la zone euro, qui pèse lourd dans l'économie mondiale. D'autant que la crise mondiale qui a éclaté en 2008, perdure.

La croissance américaine est retombée sous 2%. La crise touche tous les pays du monde, elle a des répercussions jusque dans les pays émergents qui voient leurs performances ralenties.

Le G20 comme tous les sommets capitalistes a mis la croissance au menu tout en renforçant l'exploitation des peuples. C'est ce qu'ils veulent imposer aujourd'hui partout de plus en plus. Tous veulent tout faire pour relancer le capitalisme par tous les moyens.

Cela se fait dans une situation du monde capitaliste où **la concurrence est effrénée entre les multinationales et les états qui les servent**. Affrontement pour la conquête des marchés, des matières premières, pour la mainmise sur les ressources de la planète.

C'est une guerre économique et politique qui peut conduire à la guerre tout court. On le voit avec les tensions entre les USA et la Russie pour l'exploitation du gaz en mer de Barents – avec le déploiement des armements nucléaires : sous-marins, lance missiles, avions, dans l'Arctique par les pays qui veulent s'emparer des immenses richesses de cette région – avec le renforcement de la flotte américaine en Asie pour s'opposer à la puissance de la Chine. La Chine de son côté développe son armement comme tous les autres.

Hollande a participé au sommet du 20 mai de l'OTAN qui va accroître ses moyens pour intervenir partout où les intérêts impérialistes sont menacés. En particulier au Moyen-Orient avec l'installation du bouclier anti-missiles.

En Syrie ils veulent s'emparer d'un obstacle majeur à la politique impérialiste US dans la région en plaçant des dirigeants à leur solde. On le voit, il ne s'agit en aucun cas de lutter contre la dictature – bien réelle – de Assad, ni de l'intérêt du peuple Syrien.

Tout ce qui se passe aujourd'hui dans le monde, confirme qu'il faut abattre le capitalisme et construire une société socialiste qui permettra un développement harmonieux de l'humanité. Le capitalisme est en crise mais il ne tombera pas de lui-même. Et sans attendre il faut lutter pour le faire reculer. Seule la lutte, une lutte pied à pied de chaque peuple peut le faire reculer. La lutte de classe est un fait. Tous les peuples ont le même ennemi, le capitalisme, le même intérêt à lutter ensemble pour se libérer.

Comme je l'ai montré au début de ce rapport, **des possibilités nouvelles existent pour développer notre parti dans tout le pays.** Comment saisir ces possibilités pour élargir notre audience, renforcer notre intervention dans tous les domaines, recruter de nouveaux adhérents chez les travailleurs, les jeunes, les sans emplois etc... Comment recueillir les moyens financiers indispensables au développement de notre activité ?

Telles sont aujourd'hui les questions déterminantes qui nous sont posées, en fonction de nos progrès. Il sera très intéressant que nombreux d'entre nous interviennent aujourd'hui sur ces points. Cela d'autant plus que nous avons obtenus des résultats positifs. Nous devons discuter, que chacune et chacun s'exprime au CN. Il y a des expériences intéressantes, plusieurs adhésions ont été faites. Quelles initiatives prendre ; quels contacts, quelles rencontres, quelles discussions organiser dans les entreprises, les établissements d'enseignement, les quartiers populaires. Quel travail de propagande développer ?

Comment proposer l'engagement politique avec l'adhésion à notre parti ? Comment créer de nouvelles bases du parti ? Elargir nos liens, renforcer notre parti en adhérents et en organisations de base, est la condition pour faire grandir notre capacité à développer les idées révolutionnaires, à développer la lutte des classes. Ces questions seront au centre des travaux de notre prochain congrès et de sa préparation.

Aujourd'hui, discutons-en largement, échangeons nos expériences, notre point de vue, nos idées.

Nous devons lancer un vaste plan d'initiatives et, en particulier un plan d'initiatives financières. Car dans ce secteur nos rentrées d'argent sont sans commune mesure avec nos besoins. Un plan de travail rigoureux doit être immédiatement mis en place. Nous devons discuter de cette question aujourd'hui.

Les moyens d'une autre politique existent en France. Nous le disons et nous le démontrons : Le SMIC à 1800 euros nets, créer des centaines de milliers d'emplois, investir dans l'industrie actuelle et d'avenir, avoir une politique de logement, développer un enseignement, une formation de qualité. Tout cela est possible, **à condition de prendre l'argent là où il est :** Sur les profits pharamineux, sur les 210 milliards de dividendes versés aux actionnaires en une année. Il faut supprimer les 170 milliards d'exonérations fiscales et de cotisations fiscales aux entreprises, récupérer les 950 milliards de richesses produites par les salariés, utiliser autrement le budget national... **Il faut s'en donner les moyens, en enlevant le pouvoir aux multinationales, en stoppant les privatisations et en renationalisant les secteurs clés de l'économie.**

C'est tout cela qu'avait exprimé dans sa campagne, Christophe Ricerchi notre candidat à l'élection présidentielle qui n'a pas pu aller au bout, à cause de cette loi antidémocratique qui exige 500 parrainages de Maires ou élus régionaux ou nationaux.

C'est ce qu'ont exprimé et diffusé partout nos candidats aux élections législatives. Je l'ai dit, **devant les attaques du capital et du pouvoir, il va falloir développer une lutte d'envergure.** Il ne peut pas y avoir d'issue positive pour les salariés en France comme dans toute l'Europe en dehors d'une lutte d'envergure contre le capital.

Ce rapport a déjà parlé du comportement actuel des dirigeants des centrales syndicales. **Or, les salariés ont absolument besoin d'un syndicat de lutte de classe.** Ils ont besoin d'un syndicalisme qui défende les salariés, qui s'oppose au capital de toutes ses forces, qui appelle à résister, sans compromis.

Depuis de nombreuses années, des opérations multiples s'acharnent à liquider tout syndicat de lutte. Nous le savons, l'objectif du patronat est de réduire le syndicalisme à n'être plus qu'un syndicalisme de collaboration de classe.

Dans les entreprises, dans tout le pays, des responsables syndicaux, des syndicalistes ne sont pas disposés à accepter cela. Avec eux des centaines de milliers de salariés sont prêts à lutter contre le capital, à retrouver un syndicat de classe comme l'était la CGT. **Il est urgent que cette volonté s'exprime partout, que grandisse l'exigence de la lutte de classe,** d'une lutte coordonnée de tous les salariés du secteur public et du secteur privé, pour bousculer ceux qui s'opposent à la lutte ou la retiennent.

C'est sur tous ceux là qu'il faut s'appuyer pour que grandisse l'exigence d'un syndicalisme de classe. Son existence et son renforcement dépendent du poids que pèseront les syndiqués et les travailleurs. C'est de ceux là que dépendra l'issue de ce combat.

Après ces élections, on peut sans risque prévoir quel sera le comportement des différents partis.

-**Le PS** a tous les pouvoirs, la majorité absolue à l'A.N. Le PRG a 13 députés. Avec ses alliés il a la majorité absolue au Sénat et il dirige 20 régions sur 22. A l'A.N. **les Verts** avec 17 députés grâce au PS vont développer leurs thèmes platement réformistes sous couvert d'écologie. **Le Front de gauche** a soutenu le PS dans l'espoir de sauver ses députés. Cela n'a pas été possible, il en a perdu la moitié. Il va tâcher de se refaire une santé comme « gauche radicale ». Le PCF ne

participera pas au gouvernement, tout en restant disponible au cas où les conditions se créeraient. A droite, **L'UMP** après son échec, se prépare à sa reconstitution, y compris avec le Centre au nom des « valeurs républicaines ». Une partie peut créer les conditions des passerelles avec le FN. Cela a déjà été amorcé. On voit cela dans plusieurs pays européens. Le FN d'ailleurs, avance sa stratégie de reconstitution de la droite à son avantage. Il a progressé notamment dans les couches les plus atteintes par la politique actuelle, en tablant sur le désarroi populaire, sur le rejet des partis politiques institutionnels qui se sont succédés au gouvernement. Nous devons montrer le danger qu'il représente et le combattre, en montrant que contrairement à ses propos, c'est un parti qui soutient le grand capital et est une relève à sa disposition. (voir notre article : le capital a 3 fers au feu).

C'est dans cette situation que nous allons tenir notre 6ème congrès qui pourrait avoir lieu à Paris: vendredi 7 décembre à 18h. et samedi 8 décembre toute la journée.

A l'Ordre du jour :

Le développement de notre Parti dans la lutte anticapitaliste pour le changement de société, pour une société socialiste. Donnez votre avis sur cette proposition.

Cela fait 10 ans que nous avons créé COMMUNISTES.

En débutant le rapport au 1er congrès, nous disions : « A l'issue de ce congrès nous aurons créé en France le parti révolutionnaire qui manque tant aujourd'hui. Nous allons donner l'outil indispensable à celles et ceux qui combattent le capitalisme et qui veulent changer de société. C'est une très grande responsabilité qui nous est conférée ».

Nous avons fait du chemin. Nous avons fait un grand travail politique, développé sur chaque situation – chaque événement, une analyse politique de classe. Nous avons participé à toutes les batailles politiques. Notre ancrage dans la vie politique nationale est un fait ; nous le constatons dans chaque élection, législatives, européennes, présidentielle...

Nous avons élargi de façon importante notre capacité de propagande, en particulier avec notre hebdo, notre journal. Notre action s'est renforcée. Des salariés nous reconnaissent comme une force politique clairement identifiable, qui compte et sur laquelle ils peuvent compter.

Nous menons notre bataille dans une lutte de classe acharnée, dans un système où tout est fait pour museler le peuple. Avec un système médiatique qui en est un relai immense et quotidien. C'est une bataille difficile à la fois urgente, quotidienne et de longue haleine.

Bien sûr nous voudrions aller plus vite mais nous avons beaucoup avancé en peu de temps.

Je veux dire à ce propos un mot sur l'union. Plus on est nombreux, plus il peut y avoir de résultats. Mais à une condition, pour quoi faire ? Si c'est la lutte anticapitaliste clairement, sans compromis : oui. Sinon, cela conduit à dévoyer le mécontentement, la volonté de changement, à l'échec. Voyez tous ceux qui dénoncent le capital et s'allient avec le PS. Regardez ces groupes qui dénoncent le capital mais appelaient à battre Sarkozy donc à voter Hollande. **Nous avons la responsabilité de construire un parti révolutionnaire que chacun et chacune peut clairement identifier.** C'est ce que nous faisons. La bataille est rude. Nous allons la continuer.

Nous devons faire un pas en avant, notre développement est un impératif. Je le redis, discutons –en dès aujourd'hui pour faire fructifier nos acquis d'ici le congrès.

J'y reviens : il faut encore améliorer le contenu de notre propagande ainsi que sa

diffusion. Nous devrions aussi demander à des camarades de travailler sur des questions économiques, sur les grandes questions internationales, pour produire des études, des analyses qui serviront notre activité. Comment mieux utiliser les techniques nouvelles de communication avec Internet pour élargir la propagation de nos idées, faire connaître notre parti ? Je reviens sur la question des finances. Nous ne pouvons pas bloquer notre activité, comme ce qui s'est produit lors de ces élections législatives, par manque d'argent. Nous devons également continuer la formation des militants, des nouveaux adhérents, en organisant des stages avec nos fascicules.

Discutons aujourd'hui de ces questions décisives.

Au congrès nous élirons Le Comité National. Le Comité National et le Bureau National élus lors du dernier congrès se réunissent régulièrement et jouent leur rôle de direction. Réfléchissons aux nouveaux cadres, aux jeunes, aux femmes, pour renforcer notre direction.

Dans les départements aussi seront désignées des directions. Il nous faut confier des responsabilités à de nouveaux camarades, de nouveaux adhérents, leur donner des tâches.

Pour préparer le congrès : Le Comité National adoptera un document politique qui permettra d'assurer la discussion la plus large partout, lors du déroulement des assemblées préparatoires au congrès.

Au cours de ces assemblées, les directions seront élues et les délégations au congrès constituées. Faisons participer au congrès des camarades d'entreprises, des jeunes, des femmes, des nouveaux adhérents pour qui ce sera sans aucun doute une expérience enrichissante pour leur engagement politique. Notre congrès sera enrichi de l'expérience et des propositions de tous.

Chers camarades,

Depuis 10 ans nous construisons le parti révolutionnaire indispensable à la France.

Nous allons continuer à le construire, à faire un nouveau pas en avant, sans chercher à contourner les difficultés mais au contraire en les affrontant.

Pour terminer, permettez – moi de citer cette phrase de conclusion de notre congrès fondateur en 2002 :

« Nous créons un parti révolutionnaire du 21ème siècle. Quoi de plus moderne que de lutter contre l'exploitation capitaliste vieille comme le système, que de vouloir l'abolir et construire une société de progrès au service de l'humanité ».

-Le CN a retenu les dates des vendredi et samedi 8 décembre 2012 pour le congrès.

www.sitecommunistes.org